

conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire ne doivent pas être accompagnées de copies. ».

Art. 4. Le premier jour du quatrième mois suivant la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté, entrent en vigueur :

1° l'article 1, 1°, 2°, 3° de la loi du 30 juillet 2021, modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'entrée, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, concernant la communication électronique des pièces de procédure et l'adaptation de la procédure purement écrite existante devant le Conseil du Contentieux des étrangers;

2° le présent arrêté.

Le ministre compétent pour l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 5. Le ministre compétent pour l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek worden ingediend, moeten geen afschriften worden gevoegd.".

Art. 4. Op de eerste dag van de vierde maand volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* treden in werking:

1° artikel 1, 1°, 2°, 3° van de wet van 30 juli 2021, houdende de wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken en het aanpassen van de bestaande louter schriftelijke procedure bij Raad voor Vreemdelingenbetwistingen;

2° dit besluit.

De Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Art. 5. De Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2021/33838]

23 NOVEMBRE 2021. — Loi modifiant les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970 et modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE II. — *Modifiant les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970*

Art. 2. L'article 35, alinéa 2, des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, modifié par la loi du 29 avril 1996, est complété par la phrase suivante:

"Le Roi peut toutefois, dans des cas exceptionnels, prolonger ce délai."

Art. 3. L'article 36, alinéa 2, des mêmes lois, remplacé par l'arrêté royal 133 du 30 décembre 1982, est complété par la phrase suivante:

"Le Roi peut toutefois, dans des cas exceptionnels, déroger à ce principe lors de l'inscription d'une maladie déterminée sur la liste visée à l'article 30."

Art. 4. L'article 41, alinéa 5, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 2017, est complété par la phrase suivante:

"Le Roi peut toutefois, dans des cas exceptionnels, prévoir l'indemnisation des soins de santé pour une période antérieure."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2021/33838]

23 NOVEMBER 2021. — Wet houdende wijziging van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970 en tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL II. — *Houdende wijziging van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970*

Art. 2. Artikel 35, tweede lid, van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, gewijzigd bij de wet van 29 april 1996, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De Koning kan echter, in uitzonderlijke gevallen, die termijn verlengen."

Art. 3. Artikel 36, tweede lid, van dezelfde wetten, vervangen bij koninklijk besluit 133 van 30 december 1982, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De Koning kan echter, in uitzonderlijke gevallen, afwijken van dit principe bij de inschrijving van een bepaalde ziekte op de lijst bedoeld in artikel 30."

Art. 4. Artikel 41, vijfde lid, van dezelfde wetten, vervangen bij koninklijk besluit 133 van 30 december 1982, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 november 2017, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De Koning kan echter, in uitzonderlijke gevallen, de vergoeding voor geneeskundige verzorging bepalen voor een vroegere periode."

Art. 5. Dans l'article 52 des mêmes lois, modifié par les lois des 24 décembre 2002 et 13 juillet 2006 et par l'arrêté royal du 23 novembre 2017, l'alinéa 4 est remplacé par qui suit:

“Après avis du Conseil scientifique, le Roi peut fixer, pour chaque maladie, les délais dans lesquels les demandes doivent être introduites. En ce qui concerne les cas d'incapacité temporaire, sauf si le Roi en dispose autrement, dans des cas exceptionnels, les demandes doivent être introduites soit au cours de la période d'incapacité temporaire de travail, interrompue ou non par une ou plusieurs périodes de reprise de travail, soit au cours de la période où se manifestent les symptômes de la maladie professionnelle.”

Art. 6. Le Titre II produit ses effets le 18 mai 2020.

TITRE III. — Réduction des cotisations de sécurité sociale destinées au régime des vacances légales des travailleurs manuels pour les employeurs qui occupent des travailleurs manuels qui relèvent de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière (PC 302)

Art. 7. À l'article 38, § 3, 8°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 2021, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante:

“dans la mesure où les conditions cumulatives suivantes sont réunies:

1° la valeur nominale totale des mesures notifiées en tant que montant d'aide limité au sens de la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, modifiée en dernier lieu le 28 janvier 2021, reste inférieure au plafond global de 1,8 million d'euros par entreprise;

2° l'entreprise n'est pas, au 31 décembre 2019, une “entreprise en difficulté” telle que définie à l'article 2, point 18, du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.”.

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 3 et 4:

“Par dérogation à l'alinéa 3, 2°, le remplacement du taux de cotisation peut être octroyé à des micro ou petites entreprises au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 qui étaient déjà en difficulté au 31 décembre 2019, dès lors que celles-ci ne font pas l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité en vertu du Livre XX du Code de Droit économique et n'ont pas bénéficié d'une aide au sauvetage dont le prêt n'est pas remboursé ou la garantie n'est pas levée au 15 juin 2021 ou d'une aide à la restructuration dont le plan n'est pas achevé au 15 juin 2021.

Pour les employeurs pour lesquels l'application de l'alinéa 3 génère une diminution de cotisations d'un montant qui, cumulé aux montants des mesures déjà notifiées en tant que montant d'aide limité au sens de la communication de la Commission du 19 mars 2020, est égal ou supérieur au plafond global visé à l'alinéa 3, 1°, les taux de 5,57 p.c. et de 0,00 p.c. sont respectivement portés à 15,84 p.c. et 10,27 p.c. pour les rémunérations qui, si les taux de cotisation visés aux alinéas 1 et 2 avaient été d'application, excèdent la masse salariale prise en compte pour le calcul du plafond global de 1,8 million d'euros.

Les montants dus en application de l'alinéa précédent sont versés à l'Office national au plus tard le 30ème jour qui suit celui de la publication au *Moniteur belge* de la loi du 23 novembre 2021 modifiant les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970 et modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 5. In artikel 52 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 24 december 2002 en 13 juli 2006 en bij het koninklijk besluit van 23 november 2017, wordt het vierde lid vervangen als volgt:

“Na advies van de Wetenschappelijke Raad, kan de Koning voor iedere ziekte bepalen binnen welke termijn de aanvragen moeten worden ingediend. Met betrekking tot de gevallen van tijdelijke arbeidsongeschiktheid, behalve als de Koning dit anders bepaalt in uitzonderlijke gevallen, moeten de aanvragen evenwel worden ingediend, hetzij in de loop van de periode van tijdelijke arbeidsongeschiktheid, al dan niet onderbroken door een of meerdere periodes van werkherhvatting, hetzij in de periode waarin de symptomen van de beroepsziekte aanwezig zijn.”

Art. 6. De titel II heeft uitwerking met ingang van 18 mei 2020.

TITEL III. — Vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen bestemd voor het wettelijk vakantiestelsel voor handarbeiders aan de werkgevers die handarbeiders tewerkstellen die onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf (PC 302) vallen

Art. 7. In artikel 38, § 3, 8°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 juli 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het derde lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“mits aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

1° de totale nominale waarde van de maatregelen die zijn aangemeld als beperkt steunbedrag in de zin van de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 betreffende de tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun ter ondersteuning van de economie vanwege de huidige COVID-19-uitbraak, laatstelijk gewijzigd op 28 januari 2021, onder het algemene plafond van 1,8 miljoen euro per onderneming blijft;

2° de onderneming is op 31 december 2019 geen “onderneming in moeilijkheden” in de zin van artikel 2, punt 18, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.”.

2° tussen het tweede en het derde lid worden twee leden ingevoegd, luidende:

“In afwijking van paragraaf 3, 2°, kan de vervanging van het bijdragepercentage worden toegekend aan micro- of kleine ondernemingen in de zin van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 die op 31 december 2019 reeds in moeilijkheden verkeerden, op voorwaarde dat zij niet het voorwerp uitmaken van een collectieve insolventieprocedure overeenkomstig boek XX van het Wetboek van economisch recht en geen reddingssteun hebben ontvangen waarvoor de lening niet is terugbetaald of de garantie niet is vrijgegeven tegen 15 juni 2021, noch herstructureringssteun waarvoor het plan niet is voltooid tegen 15 juni 2021.

Voor de werkgevers voor wie de toepassing van het derde lid leidt tot een vermindering van de bijdragen met een bedrag dat, opgeteld bij de bedragen van de maatregelen die reeds zijn aangemeld als beperkt steunbedrag in de zin van de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020, gelijk is aan of groter is dan het algemene plafond bedoeld in het derde lid, 1°, worden de percentages van 5,57 p. c. en 0,00 p.c. verhoogd tot respectievelijk 15,84 p.c. en 10,27 p.c. voor de beloningen die, indien de in het eerste en tweede lid bedoelde bijdragepercentages waren toegepast, hoger zouden liggen dan de loonmassa waarvan is uitgegaan voor de berekening van het algemene maximum van 1,8 miljoen euro.

De krachtens het vorige lid verschuldigde bedragen worden aan de Rijksdienst betaald uiterlijk op de dertigste dag na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de wet van 23 november 2021 houdende wijziging van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970 en tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Art. 8. Le présent titre produit ses effets le 15 juin 2021.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. – 55K2251

Compte rendu intégral : 10 novembre 2021

Art. 8. Deze titel heeft uitwerking met ingang van 15 juni 2021.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken. – 55K2251

Integraal Verslag : 10 november 2021

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/34054]

28 NOVEMBRE 2021. — Loi visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat*

Art. 2. Dans l'article 39, § 3, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, rétabli par la loi du 4 mai 1999 et modifié par la loi du 17 juillet 2015, les mots "en double exemplaire," sont supprimés.

Art. 3. Dans l'article 43, § 2, alinéa 2, première phrase de la même loi, rétabli par la loi du 4 mai 1999, les mots "en double exemplaire" sont supprimés.

CHAPITRE 3. — *Modifications du Code d'instruction criminelle*

Art. 4. Dans l'article 37, § 4, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, remplacé par la loi du 19 décembre 2002 et modifié par la loi du 5 mai 2019, les mots "s'aliéner" sont remplacés par le mot "aliéner".

Art. 5. L'article 46^{quater}, § 2, du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et modifié par la loi du 29 mars 2012, est remplacé par ce qui suit:

"§ 2. Afin de permettre les mesures visées au paragraphe 1^{er}, le procureur du Roi peut, par sollicitation spécifique et motivée, demander des informations au point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique conformément à la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protest."

Art. 6. Dans l'article 61^{quater}, § 7, du même Code, inséré par la loi du 19 décembre 2002, la phrase "La chambre du conseil statue sur la requête dans les quinze jours." est remplacée par la phrase "Il est statué sur cette requête en chambre du conseil dans les quinze jours."

Art. 7. Dans le même Code, il est inséré un article 147^{bis}, rédigé comme suit:

"Art. 147^{bis}. Le tribunal de police est saisi par le recours contre l'ordre de paiement, visé à l'article 65/1 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/34054]

28 NOVEMBER 2021. — Wet om justitie menselijker, sneller en straffer te maken (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 16 maart 1803 tot regeling van het notarisambt*

Art. 2. In artikel 39, § 3, tweede lid, van de wet van 16 maart 1803 tot regeling van het notarisambt, hersteld bij de wet van 4 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 17 juli 2015, worden de woorden "in tweevoud" opgeheven.

Art. 3. In artikel 43, § 2, tweede lid, eerste zin, van dezelfde wet, hersteld bij de wet van 4 mei 1999, worden de woorden "in tweevoud" opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van het Wetboek van strafvoordering*

Art. 4. In het artikel 37, § 4, eerste lid, van het Wetboek van strafvoordering, vervangen bij de wet van 19 december 2002 en gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden in de Franse tekst de woorden "s'aliéner" vervangen door het woord "aliéner".

Art. 5. Artikel 46^{quater}, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en gewijzigd bij de wet van 29 maart 2012, wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Teneinde de maatregelen bedoeld in paragraaf 1 mogelijk te maken, kan de procureur des Konings op specifiek en met redenen omkleed verzoek informatie opvragen die is opgenomen in het centraal aanspreekpunt gehouden door de Nationale Bank van België overeenkomstig de wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest."

Art. 6. In de Franse tekst van artikel 61^{quater}, § 7, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 december 2002, wordt de zin "La chambre du conseil statue sur la requête dans les quinze jours." vervangen door de zin "Il est statué sur cette requête en chambre du conseil dans les quinze jours."

Art. 7. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 147^{bis} ingevoegd, luidende:

"Art. 147^{bis}. Het beroep tegen het bevel tot betalen, bedoeld in artikel 65/1 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer maakt de zaak aanhangig bij de politierechtbank."